

REPORTAGE

SAINT-PONS-DE-THOMIÈRES,
VACQUIÈRES (HÉRAULT) -
envoyée spéciale

Dans le sud de la France, au cœur de l'arrière-pays héraultais, après avoir traversé des paysages de vignes à perte de vue, il faut s'engager sur une étroite route de la vallée pour parvenir jusqu'au Domaine de Portes, à la sortie de Saint-Pons-de-Thomières, commune rurale de 1800 habitants.

De longs bâtiments agricoles se démarquent dans le paysage brumeux. Ce 16 février, il tombe une pluie drue et froide sur le village situé aux confins de l'Hérault et du Tarn. Depuis plusieurs jours, la région subit de fortes précipitations. Dans le bourg, des commerces n'ont pas pu ouvrir leurs portes faute d'électricité. Impensable pour Daniel Connart, qui sort de son bureau et explique d'entrée : « Heureusement qu'on a un groupe électrogène pour continuer à travailler. »

Plan à l'appui, l'agriculteur dévoile le site et les six poulaillers, qui ne peuvent fonctionner sans électricité. Il faut, pour chaque structure, seize heures de lumière par jour, afin que les poules pondent. Le Domaine de Portes est le premier producteur d'œufs en Occitanie. Les bâtiments abritent 150 000 poules pondeuses. S'y ajoutent 32 000 élevées en agriculture biologique.

Chaque jour, 160 000 œufs environ sont pondus sur ce site, qui abrite aussi un centre de conditionnement presque entièrement robotisé de 6000 mètres carrés. Là, les œufs du domaine et ceux d'exploitations des départements voisins circulent sur tapis roulants pour être mis en emballage (sous différentes marques) et prêts à être commercialisés.

Au total, 800 000 œufs par jour sont ici tous tracés par informatique. Ils seront livrés à la grande distribution dans les vingt-quatre heures. Sur place, 60 salariés s'activent. « Quand j'entends parler de pénurie d'œufs, cela m'agace. Il y a un marché en tension, certes, mais les rayons ne restent jamais vides très longtemps, la filière est réactive. Les œufs du jour se retrouvent le lendemain en magasin », assure M. Connart, dont l'exploitation agricole a enregistré un chiffre d'affaires de 24 millions d'euros en 2023.

« PROTÉINE LA MOINS CHÈRE »

Loin de rattraper la Bretagne, première région productrice d'œufs en France (36 % de la production nationale, devant les Pays de la Loire, à 26 %), l'Occitanie illustre la dynamique en cours de la filière avicole, qui cherche à se développer partout dans le pays. Depuis les années de crise liée au Covid-19, la demande en œufs ne cesse d'augmenter. La filière annonce une croissance de 15 % ces trois dernières années, et le Comité national pour la promotion de l'œuf (CNPO) prévoit une poursuite durable de cette tendance, alimentée notamment par la baisse de la consommation de viande chez les Français.

intégré dans les recettes des agro-industriels, ou d'œuf dit « coquille ». Chaque année en France, 16 milliards d'œufs sont pondus : 45 % sont destinés à la grande distribution, 35 % à l'agro-industrie et 20 % aux marchés de la restauration hors domicile. Dans le même temps, les importations augmentent (+ 42 % sur 2024 et 2025) et représentent désormais 10 % de la production nationale en volume, selon le CNPO. Les œufs représentent un marché de 2 milliards d'euros pour la grande distribution. « C'est la protéine la moins chère, et la plus facile à cuisiner, explique M. Connart. Il y a une attente des consommateurs à vouloir acheter une production locale. Nous avons largement modernisé nos outils, installé des volières, développé la production en plein air et en bio. Ici, il n'y a plus de poules en cage. »

Pour répondre au marché, 18 structures ont vu le jour en 2023 en France, représentant la ponte

En 2025, année record, les Français ont consommé 237 œufs

de 200 millions d'œufs supplémentaires par an, et 40 sont prévues dès 2026, soit 375 millions d'œufs en plus par an, selon le CNPO. La demande est telle que l'interprofession des œufs table sur une nouvelle croissance de 14 % d'ici à 2035. Son président, Yves-Marie Beaudet, estime qu'il faudrait 575 nouveaux poulaillers à cette date dans le pays, pour faire grimper le cheptel à 57 millions de poules pondeuses. Le 12 février, en amont du Salon international de l'agriculture, il a appelé l'Etat à un engagement plus affirmé en faveur de la filière.

M. Connart, avec d'autres confrères (La Fourcade, Caste Aliment), n'a pas attendu. En 2021, ils ont lancé Sesta, un groupement qui cherche à soutenir et à faciliter les projets de construction de poulaillers en Occitanie. L'idée est d'accompagner l'éleveur dans ses démarches (production, hygiène, commercialisation) « et de lui assurer, grâce à l'achat de sa production, un revenu régulier toute l'année ».

En Occitanie, ce sont dix nouveaux bâtiments de 30 000 poules qui devraient sortir de terre dans les cinq prochaines années. Mais l'équation n'est pas simple. L'installation d'un tel hangar nécessite une déclaration d'exploitation auprès du préfet, avec un

« C'est très compliqué pour des jeunes de se lancer seul », reconnaît M. Connart. Autre difficulté : trouver des sites pour construire ces bâtiments, qui s'étirent sur près de 100 mètres et sur un terrain de 12 hectares, modifiant en profondeur les paysages. Autant dire que les habitants ne sont pas toujours enclins à accepter de tels élevages près de chez eux.

En Occitanie, marquée par une crise sans précédent de la vigne, l'œuf est vu comme une reconversion possible. La société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) d'Occitanie, première à avoir lancé sur le territoire national un observatoire des friches agricoles, recense 150 000 hectares de parcelles non exploitées (2,6 % de la surface agricole utile).

« PRIORISER LE LOCAL »

Le dynamisme de l'activité avicole pourrait répondre à la difficulté du moment et offrir une issue de secours à certains agriculteurs. « Tout le monde ne pourra pas se lancer, affirme Dominique Granier, le président de la Safer Occitanie. Mais je pars du principe qu'il faut regarder la demande. Il est évident qu'il faut faire des poulaillers, et pas seulement en Occitanie. Comme les coûts de transport ne vont pas baisser, il faut prioriser le local. Pour cela, il faut

Au Domaine de Portes, le premier producteur en Occitanie, 160 000 œufs sont pondus chaque jour

bout du département, Magali Boisset, 50 ans, s'est installée il y a six ans au pied du pic Saint-Loup, sur la commune de Vacquières (Hérault). Au sein de son exploitation, Les Œufs de l'Hortus, elle élève en agriculture biologique 800 poules (des Warren et des Bad Cop) dans deux bâtiments en bois installés sur un terrain ombragé.

Elle conditionne et livre elle-même dans un rayon de 40 kilomètres à la ronde les 700 œufs pondus par jour. Ses clients ? « Les magasins bio du secteur, les boulangeries, restaurants et petites boutiques de producteurs », explique cette ancienne fonctionnaire du ministère de l'Agriculture. Le samedi matin, sur la place du village, tout part en deux heures. »

L'éleveuse fait aussi le choix de n'envoyer aucune poule à l'abat-

poules pour avoir des œufs chez eux », explique l'agricultrice, qui a déboursé 100 000 euros pour son installation (plus l'achat d'un terrain de 3,5 hectares).

M^{me} Boisset, qui travaille seule, a rapidement trouvé son rythme de croisière. Son chiffre d'affaires est de 90 000 euros annuel. Elle a choisi de se verser un salaire de 2000 euros net mensuels pour conserver une trésorerie et se permettre d'investir sur la ferme. Cela lui suffit : loin d'elle l'idée de s'agrandir. En revanche, elle aimait insister sur de nouvelles vocations. Elle anime ainsi des stages de formation avec le centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam) de l'Hérault – qu'elle préside – pour former de futurs producteurs, auprès desquels elle défend le projet de petites structures.

Début février, elle a initié sept stagiaires, des maraîchers souhaitant se diversifier, des vignerons en questionnement et des actifs en reconversion. « Je pense qu'il faudrait favoriser la mise en place de dizaines d'élevages à taille humaine, confie l'Héraultaise. C'est un modèle vertueux pour l'environnement. Nos poules ne mangent que des aliments issus de l'agriculture biologique. Ces projets sont rassurants pour les futurs exploitants, car ils permettent un équilibre économique à moyen terme, sans s'endetter de façon démesurée. Ils s'intègrent plus facilement dans les paysages. » Elle plaide pour rendre le foncier plus accessible et pour que la réglementation soit adaptée à ces petits élevages.

« Bien sûr, la production artisanale et familiale existera toujours dans nos campagnes. Mais cela ne pourra pas suffire pour répondre à la demande. Les consommateurs demandent des œufs français », souligne M. Connart, dont les deux enfants ont repris les rênes de l'exploitation. Sa famille vient d'investir 6 millions d'euros pour



Des poules pondeuses dites « au sol » (catégorie œuf 2), au sein du Domaine de Portes, à Saint-Pons-de-Thomières (Hérault), le 16 février. LEWIS JOLY POUR « LE MONDE »

PLEIN CADRE

Quand l'usine à œufs remplace le poulailler

Chaque année, en France, 16 milliards d'œufs sont pondus. Pour répondre à la demande croissante, des structures XXL, enfermant des centaines de milliers de poules, essaient sur le territoire